



UNSA-Education

De Seine Saint Denis

Déclaration au CSA SD du 1^{er} avril 2026

Mme la Directrice académique,
Mmes et MM. les membres du CSA SD de Seine-Saint-Denis,

La préparation de la rentrée 2026 est vécue, dans nos écoles et dans nos établissements, comme une énième attaque contre le service public d'éducation et contre nos conditions de travail. Profitant de la baisse de la démographie française, le gouvernement choisit une logique comptable vide de sens à laquelle nous nous devons d'opposer des ambitions meilleures, nous aurions préféré un choix en adéquation avec les déclarations qui affirment que l'éducation est une priorité.

L'école en avait-elle besoin ou pouvait-elle se le permettre ? A l'Unsa Education, nous affirmons que non. Les personnels sont de plus en plus surmenés, sous tension, et dans l'impossibilité de remplir les missions qui leur tiennent à cœur. Le mal-être grandit au fur et à mesure de la dégradation des conditions de travail. Le futur des citoyens de demain n'est pas une charge financière, c'est un investissement. L'Institut des Politiques Publiques dans son étude « Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique ? » le confirme : « la réduction du nombre de personnel n'est pas une opération rentable sur le long terme, puisque pour un euro économisé, neuf euros sont perdus pour la société. »

Sur le terrain, nous savons bien ce que cela signifie : des classes trop chargées, moins de temps pour chaque élève, une inclusion scolaire toujours plus dégradée, des directrices et directeurs et des chefs d'établissement épuisés, des équipes contraintes de « faire toujours plus avec toujours moins », de fournir toujours plus de remontées sur un travail toujours plus éprouvant. Cette logique purement comptable est à rebours de tous les discours officiels sur la réussite de chaque élève, l'école inclusive, la proximité avec les familles. A l'Unsa Éducation, nous dénonçons que nos élèves, nos écoles, nos collègues deviennent des variables d'ajustement budgétaire.

L'Unsa Education le dit clairement : nous refusons les fermetures quand les besoins éducatifs restent élevés. Nous refusons que la baisse des effectifs serve de prétexte à un désengagement de l'État. Nous exigeons une dotation en postes qui permette

réellement de réduire les effectifs par classe, de renforcer le remplacement, l'aide spécialisée, l'accompagnement des élèves à besoins particuliers.

Sans moyens supplémentaires, la « réussite de tous » reste un slogan creux. L'Unsa Education demande à revenir sur les fermetures où les conditions d'enseignement sont déjà dégradées ; demande une véritable prise en compte des indicateurs sociaux, des besoins en inclusion, des réalités de direction, et pas seulement des moyennes d'effectifs ou de l'IPS ; l'Unsa Education demande tout simplement que la promesse républicaine qui devrait tous nous animer soit tenue.

Le budget de l'Éducation nationale ne doit plus être envisagé comme une dépense mais comme ce qu'il est un investissement sur le futur de notre nation.

Je vous remercie.